

SOLIDAIRES



LES ÉTUDIANTES ET LES ÉTUDIANTS QUI MANIFESTENT ONT RAISON. Le rejet de la loi sur le CO₂ au Conseil national est l'un des (grands) échecs de la politique fédérale. L'incapacité du Parlement d'agir sur la question la plus urgente de notre époque est une déclaration de capitulation. Il n'est pas étonnant que cela pousse les jeunes dans la rue. La protection climatique suisse a besoin d'un nouveau départ.

Protéger le climat sans plus attendre



Beat Jans,
Conseiller national (BS)

Le temps des excuses boiteuses est révolu. L'enjeu: non pas les générations futures, mais les gens qui vivent aujourd'hui. Il ne s'agit pas de prévisions incertaines, mais de réalités. Le désastre climatique a déjà frappé à nos portes. Si la situation s'aggrave, et si la planète se réchauffe de plus d'un degré et demi, les catastrophes naturelles vont augmenter. Elles ne seront ni modélisables ni assurables, et elles voueront les infrastructures et les moyens de subsistance du monde entier à la destruction. Ceux qui veulent éviter la catastrophe climatique par la politique ne doivent plus se contenter de faire appel à la morale de la population. Nous avons plutôt besoin de propositions politiques qui conduisent aux résultats désirés. Depuis 40 ans, la majorité de droite du Parlement explique les problèmes environnementaux par le comportement des consommateurs, en rejetant platement la res-

ponsabilité sur les ménages. Ça suffit comme ça! La Suisse peut faire mieux que cela.

Fixer et chercher à atteindre des objectifs

Les objectifs sont clairs. Ils sont énoncés dans l'Accord de Paris sur le climat. La Suisse s'est engagée à être climatiquement neutre d'ici à la seconde moitié du siècle et à subordonner en conséquence les flux financiers à cet objectif. La Suisse doit renoncer aux énergies fossiles d'ici à 2050 et faire baisser leur utilisation d'au moins 50% d'ici à 2030. Il n'y a vraiment pas à épiloguer là-dessus! Un engagement clair en faveur de la réalisation de ces objectifs en Suisse est une condition préalable à la résolution de ce problème. Voilà pourquoi ces objectifs doivent maintenant figurer dans la loi. L'économie a besoin de suffisamment de temps et de conditions-cadres claires pour

pouvoir opérer ce changement et pour que tous ces acteurs tirent à la même corde.

Le tournant énergétique : une occasion à saisir

La loi sur le CO₂ a échoué au Conseil national, notamment à cause du travail de lobbying d'économiesuisse. Main dans la main avec le PLR, l'organisation faitière de l'économie a, de façon irresponsable, entravé la réalisation de l'objectif national intérieur. La sortie progressive des énergies fossiles à l'échelle mondiale ne peut réussir que si tous les pays s'acquittent de leurs devoirs. En tant qu'économie qui importe du pétrole et du gaz pour environ 10 milliards de francs par an, nous sommes tout simplement stupides si nous investissons principalement dans des certificats étrangers douteux et si nous renforçons ainsi notre dépendance à l'égard du pétrole et du gaz étrangers. Chaque révolu-

tion technologique et sociale crée des gagnants et des perdants. Cela vaut également pour la transition énergétique, dont l'urgence saute aux yeux. La Suisse, en tant que pays qui n'a pas de ressources fossiles mais un grand savoir-faire technologique, ne peut que bénéficier de cette révolution. Sauf si elle rate le train en marche. La Suisse a tous les moyens et toutes les raisons d'aller de l'avant dans ce domaine.

Plus un centime pour le pétrole

C'est en tant que place financière que la Suisse dispose du plus grand levier en matière de transition énergétique. Malheureusement, les banques, les assurances et les caisses de pension suisses sont les plus grands acteurs du réchauffement climatique du pays. Elles sont responsables d'environ vingt fois plus d'émissions de CO₂ que l'ensemble des ménages et des sites de production sur le sol suisse. Un objectif mi-

nimal à atteindre rapidement est que la place financière suisse ne finance plus de projets d'extraction de combustibles fossiles. Aujourd'hui déjà, les réserves de carbone des gisements mondiaux de pétrole, de gaz et de charbon sont cinq fois supérieures à la quantité que l'humanité est autorisée à brûler. Les investissements, qui accentuent le problème, n'ont pas du sens, aussi bien en termes écologiques qu'économiques.

Remplacer l'essence

Le deuxième levier le plus important est le trafic. Aujourd'hui, en Suisse, le trafic individuel motorisé réchauffe le climat plus que nos maisons et nos usines. Le moyen le plus efficace de rendre les transports climatiquement neutres est de les éviter. L'urgence climatique nous oblige à électrifier le trafic le plus rapidement possible et à développer les énergies renouvelables. Parmi les autres mesures nécessaires fi-

gurent une taxe d'incitation socialement viable sur les carburants, des normes d'émission élevées pour les importateurs de voitures et l'expansion rapide des stations-service électriques.

En marche !

Le débat au Conseil national l'a clairement montré: la majorité actuelle au Conseil national, composée de l'UDC et du PLR, n'a pas pour souci premier de protéger l'équilibre climatique. Deux conséquences peuvent en être tirées. Premièrement, le PS doit sortir renforcé des élections. Ce sont des élections «pour le climat». L'enjeu est la préservation de notre planète. Deuxièmement, la population doit faire pression. Il est de bon courage que toutes les manifestations actuelles pour le climat aient bien. Mais l'initiative pour les glaciers, soutenue par le PS, est tout aussi importante. La récolte des signatures va bientôt commencer.

Le 14 juin 2019 : grève des femmes !



Martine Docourt
Ducommun,
coprésidente
Femmes*
socialistes
suisses

Le risque de tomber dans la précarité est toujours et encore majoritairement un problème féminin. Un risque qui guette un grand nombre de femmes lorsqu'elles élèvent seules leurs enfants ou lors du passage à la retraite. Un constat peu étonnant lorsqu'on analyse les faits: les femmes disposent de moins d'un 10ème de la fortune globale, perçoivent moins d'un quart du revenu total, elles touchent 40 % de rentes en moins à la retraite, gagnent encore 20 % de salaire en moins que les hommes et pour 40 % d'entre elles, la différence salariale ne s'explique qu'en raison du genre. La situation n'est pas meilleure lorsque l'on se penche sur les données du travail non rémunéré. Les femmes effectuent encore la plus

grande part du travail domestique et familial alors que les hommes exercent principalement du travail rémunéré. De plus, les professions exercées principalement par des femmes, telles que la garde d'enfants, les soins infirmiers ou la vente, sont sous-payées. Ces éléments devraient faire partie du passé.

Le constat n'est pas plus encourageant dans le domaine des violences faites aux femmes. La violence domestique tue une personne toutes les deux semaines en Suisse, le plus souvent une femme et un meurtre de femme sur deux est commis par son conjoint. A quoi s'ajoutent les violences que subissent les femmes également sur leur lieu de travail ou dans l'espace public. Des violences dont nous ne voulons plus !

En partant de cette analyse, le 14 juin dernier, le PSS, les Femmes* socialistes suisses et la JSS ont lancé l'année féministe. Année féministe qui s'inscrit dans le plan d'action voulu par les Femmes* socialistes suisses par le biais de leur

manifeste «Pour un socialisme pleinement féministe» élaboré en 2017, année de leurs cent ans. Plusieurs actions ont été et seront encore organisées au cours de cette année pour dénoncer toutes les discriminations et maintenir la pression en vue d'une grève des femmes, une grève féministe le 14 juin 2019.

Une grève qui, sous l'impulsion des Femmes* socialistes suisses, a été soutenue par le PSS, décision prise à l'unanimité lors du dernier congrès en décembre 2018. Un acte fort pour une mobilisation active des femmes et des hommes solidaires du parti. Le collectif de la grève féministe, constitué de représentantes de partis, de syndicats, d'associations et de militantes, a élaboré un manifeste avec toute une série de revendications qui vont de la valorisation du travail de soin à une

meilleure conciliation entre vies familiale et professionnelle, en passant par le respect des sexualités et une protection accrue des femmes migrantes. Une diversité de revendications qui est à l'image des femmes qui habitent la Suisse.

Pour préparer cette grève, les Femmes* socialistes suisses organisent leur prochaine assemblée sur ce thème. Une occasion pour nous d'échanger sur les revendications que nous voulons soutenir en priorité et promouvoir en tant que Femmes* socialistes. Dans le même élan, nous encourageons toutes et tous les camarades et sympathisant-e-s à inscrire de manière indélébile dans leur agenda la date du 14 juin prochain. Plus notre mobilisation sera forte, plus nos chances seront grandes de faire avancer la cause de l'égalité. Pour toutes et tous sans privilèges !





Les bourgeois ont les millions, nous avons les militant-e-s – les membres du PS au Congrès à Brugg en décembre 2018.

L'OBJECTIF POUR LE 20 OCTOBRE EST CLAIR: nous voulons briser la majorité bourgeoise de droite au Conseil national. Au cours des quatre dernières années, celle-ci a orienté la politique dans une direction favorable à une petite minorité de privilégiés, mais néfaste pour la population et l'environnement. Notre promesse: nous nous engageons pour toutes et tous et pour une politique climatique responsable. Et pour que le progrès puisse redevenir possible!

Discuter, c'est bien. Dialoguer,



Nadine Masshardt,
Directrice politique de la campagne électorale, conseillère nationale (BE)

Tout aussi glacial que le climat politique au Conseil national a été celui du jour du lancement de notre campagne électorale. En prenant un café bien chaud et en discutant avec les passant-e-s sur la Waisenhausplatz de Berne, le 22 janvier, nous avons malgré tout pu présenter pour la première fois notre conception de la campagne que nous allons mener en vue des élections d'automne: nous – les candidat-e-s ainsi que les sections cantonales et locales – allons chercher à dialoguer avec les habitant-e-s de notre pays. Nous mettrons l'accent sur le dialogue et non sur la communication à sens unique (avec des annonces

et des affiches). En clair: nous n'avons pas besoin de grands discours pour nous faire entendre, notre action a une portée dans la vie quotidienne. Parce que nous avons les gens, dont des milliers sont impliqués dans notre campagne électorale. Notre mode opératoire consiste à nous appuyer en premier lieu et une nouvelle fois sur la campagne de base (campagne de mobilisation), qui a fait ses preuves. En plus d'actions téléphoniques, celle-ci inclut désormais les dialogues rythmant notre porte-à-porte dans les divers quartiers. À cela s'ajoutent des actions dans la rue et, bien sûr, une présence sur les réseaux sociaux.

Ensemble contre la loi du plus fort

Tout l'inverse des représentants du camp bourgeois: eux ont l'argent. De plus, ils ont le pouvoir. Depuis 2015, ils mènent une politique défavorable à la majorité des ci-

toyennes et citoyens. C'est contre cela que nous luttons. Par exemple, la majorité de droite de la Berne fédérale veut exporter du matériel de guerre dans les zones de conflit et en même temps économiser de l'argent sur le dos des plus faibles. Le PLR et l'UDC s'opposent à la révolution énergétique et à la protection du climat. Dernier épisode révélateur en date: le débat sur la loi CO₂. Et la même majorité ne veut rien faire contre l'augmentation des primes d'assurance-maladie ou l'inégalité entre les genres.

Pour tous, sans privilèges

Sur le plan du contenu, le PS mise, dans sa campagne électorale également, sur une politique soucieuse de défendre les intérêts de chacune et de chacun. C'est ainsi que nous voulons renforcer la démocratie et l'état de droit. Peu importe où nous travaillons et comment nous vivons, et peu importe que nous ayons toujours

vécu ici ou que nous venions de nous y installer: nous voulons vivre ensemble. Et nos enfants et petits-enfants devraient un jour pouvoir grandir dans un environnement aussi intact que possible.

Beaucoup de gens appellent de leurs vœux davantage de justice, de cogestion (codétermination) et de solidarité, exprimant ainsi des préoccupations tout à fait classiques. Les personnes aux prises avec l'augmentation des primes d'assurance-maladie, les loyers élevés et l'inégalité salariale peuvent compter sur nous.

Justice sociale et protection du climat

Notre leitmotiv de campagne électorale – «Discuter, c'est bien. Dialoguer, c'est mieux» – se reflète non seulement dans notre campagne, mais aussi dans nos quatre thèmes de campagne: l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, une



OLIVER HOFER



Lancement de la campagne électorale sur la Waisenhausplatz à Berne.



Les membres du PS Zurich en action pour les élections cantonales.

c'est mieux

place financière qui n'investit plus un seul centime dans le pétrole, une limitation des primes à 10 % du budget du ménage pour amortir l'explosion des primes et une seconde chance pour les personnes qui ne trouvent pas d'emploi – qu'elles aient plus de 50 ans, qu'elles aient terminé l'école ou/et qu'elles soient diplômées universitaires, apprenties ou réfugiées. Chacun-e doit avoir la possibilité d'assurer lui-même sa subsistance! La dernière décision du Tribunal fédéral sur la réduction illégale des aides au paiement des primes dans le canton de Lucerne ou les milliers de jeunes affluant aux manifestations pour le climat nous donnent raison: notre politique commence là où nous pouvons et devons agir.

Le dialogue au lieu des grands discours

En tant que directrice de campagne politique du PS en Suisse

alémanique, je tiens vraiment, à titre personnel, à connaître et à adapter au mieux les points de notre programme et le format de la campagne électorale. Dans mon travail quotidien, je suis la personne de contact bénévole de tous les candidats et fonctionne comme lien avec le groupe parlementaire et les membres du Conseil fédéral, avec la campagne de base et avec le Secrétariat central. En concertation avec la présidence du parti et du groupe parlementaire, j'assure la communication avec les instances et acteurs externes pendant la campagne électorale. Contrairement au chef de la campagne électorale de l'UDC, qui utilise pour cela une nouvelle fois les grands discours, je préfère – comme notre parti – le dialogue avec les citoyennes et les citoyens. Cela aura certainement un effet plus durable. Et je ne crains pas que ce dialogue soit inémulable face aux grands dis-

cours des autres partis. Car c'est seulement ensemble que nous pouvons être forts – et seulement ensemble que nous pourrions briser la majorité de droite au sein du Conseil national.

Je me réjouis de vivre une campagne électorale placée sous le signe de la détermination et de dialoguer avec vous ou de vous rencontrer très prochainement!

Informations de première main

En leur proposant le magazine «Solidaires», le PS Suisse donne à ses donatrices et donateurs des informations de première main sur les développements politiques actuels. Les élu-e-s socialistes du Conseil national et du Conseil des États rédigent des articles concernant leurs domaines de prédilection respectifs pour informer au sujet de notre travail politique. C'est grâce à votre soutien que notre engagement pour les valeurs socialistes peut continuer et se renforcer.

Si vous souhaitez recevoir «Solidaires» régulièrement, sans engagement, veuillez nous faire parvenir votre adresse postale à solidaires@pssuisse.ch.

Avec nos sincères remerciements, le PS Suisse

IMPRESSUM SOLIDAIRES – Le magazine des donateurs du PS Suisse paraît quatre fois par année en allemand et en français. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons: compte postal 30-520786-8, PS Suisse, 3011 Berne. Publication: PS Suisse, Theaterplatz 4, 3011 Berne, tél. 031 329 69 69, fax 031 329 69 70, solidaire@pssuisse.ch. Rédaction: Andrea Bauer. Conception: Atelier Bläuer, Berne. Tirage: 50 000 exemplaires.



Des primes d'assurance-maladie à un coût abordable

EN FÉVRIER, LE PS SUISSE A LANCÉ L'INITIATIVE D'ALLÈGEMENT DES PRIMES. Celle-ci vise à plafonner les primes de caisse-maladie à 10 % du revenu des ménages.



Angelo Barrile, médecin de famille et conseiller national (ZH)

En Suisse, nous avons un bon système de santé, accessible à toutes et tous, et nous pouvons en être fiers. En revanche, je ne suis pas fier de deux choses. Premièrement, les caisses-maladie sont financées via des primes par tête. Deuxièmement, ces primes ont pour de nombreux ménages dépassé le seuil de douleur tolérable depuis longtemps. La tragédie se répète année après année: les primes d'assurance-maladie ne cessent d'augmenter.

26 solutions cantonales

Nous, membres du PS, avons déjà abondamment essayé de rendre plus équitables l'organisation et le financement du système. Nous avons échoué avec la caisse unique au niveau fédéral. Le PS a égale-

ment lancé diverses initiatives sur les caisses-maladie au niveau cantonal. Cette dernière n'a connu le succès que dans le canton de Vaud.

L'accent est souvent mis sur la réduction des primes. Le système de réduction des primes se compose actuellement de 26 solutions cantonales. Pour une assurance nationale comme la caisse maladie, cela est inacceptable. Afin de renforcer l'égalité de traitement des assurés dans tous les cantons, il est donc nécessaire d'améliorer les règles au niveau fédéral, comme le prévoit l'initiative d'allègement des primes du PS.

Réduire le fardeau des primes

L'initiative d'allègement des primes vise à limiter les primes d'assurance-maladie à 10 % du revenu des ménages. Il se trouve en effet qu'au cours des 20 dernières années, les primes ont plus que doublé, tandis que les salaires et les rentes n'ont que légèrement augmenté. L'initiative soulage ceux qui souffrent le plus du fardeau des primes: familles, per-

sonnes à revenu faible ou moyen et retraités.

L'accès aux services de santé doit de nouveau être garanti à toutes et à tous. En Suisse, chaque année, on estime qu'entre 10 % et 20 % des personnes assurées ne vont pas chez le médecin ou vont chez lui trop tard par crainte de frais qu'elles ne peuvent supporter. L'initiative d'allègement des primes garantira l'accès des patient-e-s aux services de santé et soulagera le budget des ménages.

Ces dernières années, la plupart des cantons ont procédé à des coupes dans les moyens alloués aux réductions des primes individuelles et de plus en plus de personnes assurées se sont vues privées de cette importante aide financière. L'initiative d'allègement des primes donne à ces assurés le droit à des réductions de primes tout en les protégeant contre de futures coupes.

Comment pouvez-vous nous aider ?

En tant que médecin de famille, je

constate dans mon cabinet/dans ma pratique quotidienne que les personnes âgées en particulier n'osent plus aller chez le médecin – par crainte des coûts. Cela est inadmissible! Et c'est une autre raison pour laquelle je m'engage au sein du comité qui a lancé cette initiative.

Le comité ne peut cependant pas assurer à lui tout seul le succès de l'initiative populaire: nous sommes tributaires de la mobilisation des gens. D'une part, nous devons récolter 100 000 signatures. D'autre part, nous avons besoin d'argent pour notre campagne. Avec votre soutien, la phrase suivante pourrait bientôt figurer dans la Constitution fédérale: «Les primes à payer par les assurés s'élèvent au maximum à dix pour cent du revenu disponible.»

Sur notre site web, vous pouvez signer l'initiative ou faire un don pour l'initiative: www.primes-reduites.ch

Les primes d'assurance-maladie ont plus que doublé au cours des 20 dernières années.

